

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
21 décembre 2018
Français
Original : anglais

**Commission des questions politiques spéciales
et de la décolonisation (Quatrième Commission)****Compte rendu analytique de la 19^e séance**Tenue au Siège, à New York, le jeudi 1^{er} novembre 2018, à 10 heures*Président :* M. O'Toole (Vice-Président)..... (Irlande)**Sommaire**

Point 56 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations
de maintien de la paix sous tous leurs aspects (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org/>).



En l'absence de M. Kemayah (Libéria), M. O'Toole (Irlande), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 56 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite) (A/72/19)

1. **M. Sinka** (Burkina Faso) dit que, malgré ses impératifs de sécurité interne, son pays a déployé plus de 2 000 agents en tenue, dont 80 femmes, dans des opérations de maintien de la paix, et se trouve au 13^e rang des pays fournisseurs de contingents. Cependant, comme la plupart des pays en développement fournisseurs de contingents, le Burkina Faso fait face à des difficultés logistiques et techniques.

2. Les opérations de maintien de la paix se déroulent dans des conditions de sécurité fragiles et instables, où il est souvent difficile de distinguer l'ennemi des populations civiles. Pour en améliorer l'efficacité, les mandats devraient toujours être adaptés au contexte de chaque mission. Les opérations devraient en outre être dotées des moyens d'agir de manière rapide, efficace, efficiente et responsable face aux difficultés du terrain. En 2017, le Burkina Faso adopté les Principes de Kigali sur la protection des civils, et 97 % du personnel en tenue sert dans des missions ayant des mandats de protection des civils.

3. Les huit opérations de maintien de la paix en Afrique sont de loin les plus coûteuses car le continent fait face à de nombreux problèmes de sécurité, notamment la montée en puissance du terrorisme. Cependant, la délégation du Burkina Faso considère qu'une opération de maintien de la paix n'est pas une unité anti-terroriste ni une force d'imposition de la paix. Le soutien à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et au G5 Sahel, qui opèrent sur le terrain le plus hostile, permettra à cette région de recouvrer sa stabilité et d'y améliorer les conditions de vie et les perspectives de développement durable.

4. Des partenariats entre le mécanisme de l'ONU et les mécanismes régionaux de maintien de la paix renforceront les opérations et les rendraient plus réactives et plus efficaces sur le terrain. Il importe que les initiatives régionales reçoivent un appui politique, financier et matériel adéquat des Nations Unies et des autres partenaires pour pouvoir agir préventivement et efficacement lorsque la paix est menacée. La communauté internationale a l'obligation morale de soutenir les opérations de maintien de la paix là où elles

sont nécessaires et le Burkina Faso ne ménagera aucun effort à cet égard.

5. **M. Saad** (Malaisie) dit que la sécurité et le développement vont de pair. Sans paix ni sécurité, les pays ne peuvent pas consacrer des ressources à des programmes de développement socioéconomique. Les opérations de maintien de la paix doivent donc être menées de manière globale et stratégique et être conçues avec la participation de toutes les parties intéressées. À cet égard, la délégation malaisienne appuie l'initiative Action pour le maintien de la paix et a fait sienne la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. De plus, la quête de la paix ne devrait pas se limiter au maintien de la paix mais viser également à mener un processus politique global pour préserver la paix dans les situations d'après-conflit et favoriser un développement local durable conformément aux objectifs de développement durable. La délégation malaisienne salue l'action que l'ONU mène avec les organisations régionales et sous-régionales, les pays hôtes et les institutions financières pour améliorer le maintien de la paix.

6. La délégation malaisienne soutient le Secrétaire général dans l'action qu'il mène contre l'exploitation et les atteintes sexuelles perpétrées par des agents de maintien de la paix des Nations Unies. Le Premier Ministre malaisien a rejoint le cercle de dirigeants et de dirigeants unis dans la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les opérations des Nations Unies et l'action menée pour y faire face. La Malaisie a une politique de tolérance zéro en la matière. Les agents de maintien de la paix reconnus coupables doivent répondre de leurs actes. Ne pas traiter le problème entraînerait une perte de confiance dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et nuirait à l'action menée en faveur de la paix et de la sécurité internationales.

7. Des agents de maintien de la paix malaisien servent actuellement dans six missions. La Malaisie a récemment déployé un bataillon supplémentaire à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), qui comprend 30 membres des forces armées royales du Brunei Darussalam. Les femmes membres du personnel de maintien de la paix féminin ont contribué de manière significative au succès des missions et le Gouvernement malaisien soutient les efforts visant à accroître leur nombre. Il a déployé 40 femmes membres du personnel de maintien de la paix à la FINUL et une observatrice militaire à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Inspirée par l'action que les Nations Unies mènent pour renforcer l'accès des

femmes et des jeunes à un enseignement de qualité et à des programmes de formation à l'encadrement, la délégation malaisienne soutient la participation des femmes et des jeunes en tant que médiateurs.

8. **M^{me} Andrianantoandro** (Madagascar) dit que son pays demeure attaché à l'action que les Nations Unies mènent pour instaurer la paix, condition préalable du développement durable, et a envoyé des officiers de police et de gendarmerie, des fonctionnaires de justice et des agents pénitentiaires dans de nombreuses opérations de maintien de la paix en Afrique. Quelle que soit la taille de leur contribution, tous les pays fournisseurs de contingents doivent être félicités pour leur engagement en faveur de la paix et de la sécurité internationales.

9. Les difficultés nouvelles et complexes que rencontrent les opérations de maintien de la paix nécessitent des solutions adaptées. La délégation malgache se réjouit donc de l'initiative du Secrétaire général de renouveler le soutien politique aux opérations de maintien de la paix et salue la réforme du pilier Paix et sécurité. Madagascar a fait sienne la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en septembre 2018 et demande à tous les États de concrétiser ces engagements pour apporter les améliorations nécessaires.

10. La prévention des conflits et donc la diplomatie préventive étant des considérations premières, il est vital de concentrer l'attention sur un dialogue constructif et la médiation dans un processus inclusif visant à dégager des solutions politiques, qui devraient donc être au centre de toutes les décisions concernant le déploiement, car les opérations de maintien de la paix ne sauraient se substituer à ces solutions. Il importe en outre d'avoir une stratégie de sortie comportant des éléments tels que la consolidation de la paix, la reconstruction après le conflit et la prise en main du processus de paix par les pays concernés. Il faudrait également améliorer la coopération triangulaire entre le Conseil de sécurité, les pays fournisseurs de contingents et le Secrétariat et renforcer les partenariats stratégiques et, à cet égard, les relations entre l'ONU et l'Union africaine, dans le cadre du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, offrent un excellent exemple, compte tenu du fait que plus de la moitié des opérations de maintien de la paix se déroulent en Afrique. À cet égard, la délégation malgache se joint à l'appel en faveur d'un financement plus prévisible des opérations de soutien à la paix dirigées par l'Union africaine.

11. Il convient de féliciter à la fois le Secrétariat pour sa volonté d'appuyer davantage, notamment par la

formation, les pays en développement désireux de fournir des contingents, et les États Membres pour leurs subventions à la formation. Par ailleurs, la protection du personnel civil et militaire, qui doit faire face à des tâches ardues et des situations toujours plus hostiles, est plus que jamais une priorité, d'autant que les actes de violence à son endroit ont plus que doublé ces dernières années. Il convient également de protéger les civils. La délégation malgache appuie la politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles ainsi que les initiatives visant à associer davantage les femmes aux opérations de paix et à la prévention des conflits. Elle est prête à coopérer avec les Nations Unies et tous ses partenaires dans la noble entreprise du maintien de la paix.

12. **M^{me} Badjie** (Gambie) dit que son Gouvernement reste fermement attaché au maintien de la paix et de la sécurité internationales et a fourni des contingents ou du personnel de police à 11 missions de maintien de la paix dans le monde ces 20 dernières années, durant lesquelles le personnel gambien a fait preuve d'un grand professionnalisme, d'un grand dévouement et d'une bonne conduite. La délégation gambienne se félicite de l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général et demande à toutes les parties prenantes de se conformer à la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, que la Gambie a fait sienne. Pour qu'une opération de maintien de la paix soit efficace, il faut un processus politique continu s'attaquant aux causes profondes du conflit par un dialogue politique actif, jetant ainsi les bases d'une paix durable et d'un règlement durable du conflit. La délégation gambienne soutient la réforme du pilier Paix et sécurité portée par le Secrétaire général et se félicite de l'accent mis sur la prévention des conflits, la médiation et la consolidation de la paix.

13. Les missions doivent avoir des mandats réalistes permettant d'obtenir les résultats escomptés et les opérations de paix nécessitent davantage de financement pour faire face aux situations de conflit de manière effective et efficace. Le manque d'équipement empêche les contingents issus des pays en développement de participer efficacement aux opérations de maintien de la paix. Ce manque de capacités pourrait être comblé en favorisant des partenariats stratégiques entre pays fournissant des contingents et pays fournissant le matériel afin de répondre aux besoins opérationnels des missions et d'améliorer la performance globale. Les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police devraient être associés à l'élaboration des politiques et

à la prise de décisions, notamment dans le cadre du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

14. Le gouvernement gambien condamne fermement tout acte d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par le personnel des Nations Unies lors d'opérations de paix et renouvelle son plein soutien à la politique de tolérance zéro du Secrétaire général. Ces actes horribles nuisent à la crédibilité et à l'intégrité des opérations de maintien de la paix et peuvent susciter de la défiance. À cet égard, les agents gambiens sélectionnés en vue d'un déploiement dans une mission de maintien de la paix reçoivent au préalable une formation sur la problématique femmes-hommes. De telles formations pourraient compléter l'action que mène l'Organisation pour mettre fin à l'exploitation et aux atteintes sexuelles.

15. Bien que la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité incombe au Conseil de sécurité, la délégation gambienne est favorable au partenariat existant avec l'Union africaine afin d'améliorer les performances des opérations de maintien de la paix. Les organisations régionales comprennent mieux le contexte géopolitique dans lequel se déroulent les opérations de maintien de la paix et peuvent réagir plus efficacement aux situations d'urgence. Les opérations de paix de l'Union africaine devraient donc être soutenues par un financement prévisible, durable et souple, conformément aux résolutions 2320 (2016) et 2378 (2017) du Conseil de sécurité. Pour finir, l'intervenante rend hommage aux courageux hommes et femmes qui ont la tâche titanesque de favoriser la paix dans les situations de conflit à travers le monde et surtout à ceux qui ont fait l'ultime sacrifice de leur vie en servant l'humanité.

16. **M. Dang Dinh Quy** (Viet Nam) dit que les opérations de maintien de la paix doivent pouvoir réagir à des situations changeantes de manière prompte et efficace. Sa délégation salue donc les propositions du Secrétaire général sur la restructuration du pilier Paix et sécurité ainsi que son initiative Action pour le maintien de la paix. Le Viet Nam a également fait sienne la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police doivent se consulter de manière approfondie, ouverte et transparente. La délégation vietnamienne souligne également qu'il importe de régler les conflits par des solutions régionales et de renforcer la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales en vertu du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies.

17. Il convient de souligner l'aspect pluridimensionnel des opérations de maintien de la paix, qui toutes doivent être exécutées conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies, dans le respect des principes de consentement des parties, d'impartialité, de non recours à la force sauf en cas de légitime défense ou de défense du mandat, et de non-intervention dans les affaires intérieures d'États souverains. Le Viet Nam soutient la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles ainsi que ses efforts visant à prévenir toute faute du personnel des Nations Unies en service. Il a signé le pacte facultatif sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur les mesures à prendre pour y faire face. Il faut des politiques, formations préalables au déploiement et engagements globaux afin d'assurer la bonne conduite et la discipline du personnel de maintien de la paix.

18. Le Viet Nam participe activement aux opérations de maintien de la paix. Il a récemment envoyé un hôpital militaire de campagne de niveau II au Soudan du Sud. Avec d'autres États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, il va accueillir en 2018 un programme de formation dans le cadre du projet de partenariat triangulaire aux fins du déploiement rapide de capacités facilitatrices dans les opérations de maintien de la paix. Conscient du rôle capital des femmes dans le maintien et la consolidation de la paix, il s'engage à renforcer leur participation. Le Département des opérations de maintien de la paix a approuvé l'affectation de la première femme officier vietnamienne à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Dix autres femmes travaillent à l'hôpital militaire de campagne. Pour conclure, l'orateur souligne que les solutions politiques doivent rester au cœur des opérations de paix et des efforts de règlement des conflits. Sa délégation soutient ardemment le recours aux bons offices, à la médiation et à la diplomatie préventive pour gérer les conflits et se tient prête à participer à de nouveaux échanges sur la réforme du maintien de la paix.

19. **M. Namazu** (Japon) dit que son pays soutient l'initiative du Secrétaire général Action pour le maintien de la paix ainsi que sa réforme du pilier Paix et sécurité et a fait sienne la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. En tant que membre du Bureau du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, le Japon se tient prêt à mener les débats sur la mise en œuvre de l'initiative à la prochaine session.

20. Les moyens médicaux et de génie sont cruciaux pour la sûreté et à la sécurité du personnel de maintien

de la paix, qui sont elles-mêmes la condition indispensable d'une performance élevée. Les partenariats triangulaires sont un excellent moyen de renforcer la performance et peuvent contribuer à combler les lacunes existantes et renforcer les capacités des pays fournisseurs de contingents. Dans le domaine du génie, le Japon a offert des formations sur le Manuel relatif aux unités de génie militaire qui prennent part à des missions de maintien de la paix des Nations Unies dans le cadre du projet de partenariat triangulaire auquel ont participé plus de 200 personnes de pays d'Afrique. Il se félicite que cette formation ait été élargie à l'Asie et aux régions voisines et a envoyé des instructeurs mener une session de formation pilote sur du matériel de génie lourd au Viet Nam. La délégation japonaise va également superviser la prochaine refonte du manuel. Elle se félicite du lancement de projets de partenariats triangulaires en matière de formation médicale et aidera à la rédaction des manuels y relatifs.

21. Il est crucial d'accroître le nombre de femmes dans les opérations de maintien de la paix pour améliorer les performances concernant la protection des femmes et des enfants, la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et l'aide aux victimes. En 2018, le Gouvernement japonais a commencé à envoyer des instructrices dispenser des formations en génie afin qu'elles inspirent de futurs membres du personnel de maintien de la paix et montrent l'importance de la participation des femmes au maintien de la paix. Il continuera également à nommer des femmes de talent dans les missions de maintien de la paix à venir.

22. **M. Alhadi** (Iraq) dit que les opérations de maintien de la paix jouent un rôle important en mettant fin aux conflits, en créant des environnements propices à des accords de paix durables et en facilitant la mise en place de gouvernements démocratiques stables. Depuis leur création, les opérations de maintien de la paix ont évolué. Conformément à l'objectif de développement durable n° 16, le personnel de maintien de la paix participe maintenant également à la consolidation de la paix en renforçant les capacités des institutions publiques de réagir à de nouveaux défis et de répondre aux besoins de base des citoyens.

23. Les opérations de maintien de la paix doivent respecter les principes de base du maintien de la paix, à savoir le consentement des parties, l'impartialité et le non recours à la force sauf en cas de légitime défense ou de défense du mandat. De plus, le Conseil de sécurité devrait veiller à ce que les mandats des opérations de maintien de la paix reflètent les tâches globales qui leur sont régulièrement assignées conformément à ses résolutions, notamment les résolutions 1325 (2000), 1612 (2005) et 1674 (2006).

24. La délégation iraquienne se félicite de la stratégie du Secrétaire général visant à accroître le nombre de femmes dans les opérations de maintien de la paix et soutient l'action que mène le Département des opérations de maintien de la paix pour réviser continuellement les pratiques et les mécanismes de maintien de la paix afin de veiller à l'intégrité et de prévenir les fautes, notamment l'exploitation et les atteintes sexuelles.

25. Bien qu'il soit actuellement occupé à reconstruire les zones détruites par le terrorisme, l'Iraq verse toujours à temps ses contributions au budget de maintien de la paix. Il soutient l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général et a fait sienne la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. La délégation iraquienne demande que toutes les mesures nécessaires soient prises pour permettre au personnel de maintien de la paix des Nations Unies de remplir son mandat.

26. **M. Kafle** (Népal) dit que les missions de maintien de la paix réussies complètent les processus politiques pacifiques pour ce qui est de traiter les causes profondes des conflits. La prévention des conflits et la pérennisation de la paix devraient être appuyées par des ressources fiables afin de réaliser les objectifs de développement durable dans les délais prévus. Le maintien de la paix devrait également viser le renforcement des capacités nationales afin de préserver et de renforcer une paix associant toutes les parties, tout en veillant à l'impartialité et à la crédibilité. Les opérations devraient être continuellement modernisées et révisées en fonction de l'évolution des réalités du terrain et les réformes devraient viser à renforcer les moyens des missions. À cet égard, la délégation népalaise salue l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général et sa réforme du pilier Paix et sécurité.

27. Le Népal est un partenaire crédible et fiable des activités de maintien de la paix des Nations Unies depuis 1958. Il a fourni 136 000 agents de maintien de la paix à 58 missions de paix déployées sur quatre continents, dont 76 ont sacrifié leur vie à la noble cause de la paix mondiale. Il a déployé des contingents, du personnel de police et du personnel civil dans des opérations de maintien de la paix, sans restriction nationale, même dans des situations de menace asymétrique. Néanmoins, l'absence de restriction nationale ne doit en aucun cas exposer un contingent à des tâches, des déploiements ou des rotations déraisonnables ou à des abus et il ne doit à aucun moment servir de bouc émissaire ; la performance doit être la raison première de la rotation des contingents

de différents pays fournisseurs de contingents et de personnel de police.

28. Les mandats de maintien de la paix devraient être clairs, crédibles, réalistes et dotés de ressources suffisantes. Il faudrait pourvoir à la formation et au développement des capacités de manière à définir les attributions de tous les acteurs clefs. Le Népal est conscient de l'importance des partenariats pour ce qui est de remédier au manque de capacités et propose les services de son centre de formation au maintien de la paix, de niveau mondial, aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police nouveaux ou bien établis.

29. Le Gouvernement népalais reste déterminé à protéger les civils pendant les conflits armés, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes. Le personnel de maintien de la paix doit gagner la confiance des civils, notamment en entretenant des relations harmonieuses et en les aidant à améliorer leurs conditions de vie. De plus, les femmes jouent un rôle indispensable en tant qu'agents de changement et apportent une vision nouvelle de la pérennisation de la paix. On ne soulignera jamais assez leur participation active à la prévention des conflits et aux négociations de paix, ainsi que la manière pleine d'empathie dont elles protègent les civils. Soucieux de passer de la « tolérance zéro » à l'« occurrence zéro », le Népal a fait siens les Principes de Kigali sur la protection des civils et a signé le pacte facultatif sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur les mesures à prendre pour y faire face. Il a également intégré à ses formations préalables au déploiement les politiques de l'ONU concernant l'exploitation et les atteintes sexuelles et la protection des droits de l'homme.

30. Un dialogue soutenu, ciblé et véritable entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les fournisseurs de contingents ou de personnel de police est une condition indispensable à la bonne exécution des mandats. Un mécanisme devrait être créé pour fournir aux missions un soutien et des renforts dès que le besoin se fait sentir afin de garantir la sûreté et la sécurité du personnel de maintien de la paix. De plus, tous les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police devraient avoir des chances équilibrées, justes et équitables d'obtenir des postes de haut niveau, ce qui renforcerait la diversité du Secrétariat et des missions et renforcerait le moral des agents de maintien de la paix. Le Népal s'engage à appuyer sans réserve et durablement les mesures visant à améliorer les capacités opérationnelles des missions de maintien de la paix des Nations Unies dans le cadre de son engagement plus large et indéfectible en faveur de la paix et de la sécurité internationales.

31. **M. Biang** (Gabon) dit que les opérations de maintien de la paix sont essentielles au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les réformes proposées permettront d'améliorer la cohérence et l'efficacité sur le terrain, de remédier aux lacunes et de renforcer le rôle des femmes. Les Nations Unies doivent adopter une stratégie globale tenant compte de tous les aspects de la paix, notamment la prévention et le règlement des conflits, le maintien de la paix et le développement durable. De plus, il faut réduire le nombre de bases permanentes et la durée des bases temporaires, car les disparités entre sites peuvent avoir une incidence sur la performance des contingents, surtout en ce qui concerne les troupes de réserve telles que le bataillon de son pays.

32. Le Gabon entend jouer un rôle à part entière dans les missions de maintien de la paix, notamment dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Il a mis en œuvre une nouvelle stratégie fondée sur des partenariats avec l'ONU et les États Membres pour améliorer la formation de ses contingents et leur fournir du matériel de meilleure qualité, augmentant ainsi leur capacité de succès. Il appuie pleinement la politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles et a signé le pacte facultatif sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur les mesures à prendre pour y faire face, augmenté le nombre de commandants de la prévôté de la force dans chaque bataillon et coopérera pleinement avec les Nations Unies pour empêcher que de tels crimes ne soient commis à l'avenir.

33. La délégation gabonaise salue l'intensification des échanges entre l'ONU et les organisations régionales, ces partenariats étant essentiels pour atteindre les résultats escomptés. Les opérations de paix de l'Union africaine doivent pouvoir compter sur un financement prévisible, stable et suffisant venant des contributions statutaires. Il faut aussi accroître le financement du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des ex-combattants en République centrafricaine afin d'instaurer une paix durable dans ce pays. En outre, il convient de réfléchir à la question du multilinguisme dans les opérations de maintien de la paix, particulièrement lors de la sélection des commandants de la force, de manière à établir un dialogue constructif avec les pays hôtes et à obtenir de meilleurs résultats sur le terrain. Enfin, l'orateur salue le dévouement des soldats de la paix et rend hommage à ceux qui ont perdu la vie ces dernières années.

34. **M. Ahidjo** (Cameroun) affirme que les missions de maintien de la paix modernes sont de plus en plus

complexes et multidimensionnelles et doivent donc s'adapter à de nouvelles conditions et à des menaces asymétriques récurrentes. En plus de surveiller les cessez-le-feu, elles consolident maintenant les processus de paix et participent au relèvement d'États en faillite, souvent après des conflits ayant duré des décennies. Les populations des pays hôtes ont donc des attentes plus élevées concernant leur sécurité physique immédiate et les capacités de leurs institutions et autorités locales. La communauté internationale doit donc adopter une vision cohérente des opérations de maintien de la paix tenant compte de ces complexités. La délégation camerounaise salue la réforme de l'architecture de paix et de sécurité et attend avec intérêt la mise en œuvre de l'initiative Action pour le maintien de la paix, qui vise à accroître l'efficacité et l'efficience de la gestion et du déploiement des opérations de maintien de la paix. Un accord officiel doit être conclu sans délai pour renouveler le partenariat effectif entre tous les acteurs du maintien de la paix.

35. Il faut consolider les partenariats entre les Nations Unies et les organisations régionales et apporter une aide adéquate aux pays fournissant des contingents afin d'améliorer la formation et l'état de préparation des soldats de la paix. Le renforcement des capacités doit porter comme toujours sur l'aspect militaire mais aussi permettre à des civils d'acquérir des compétences dans des domaines tels que la médiation, la gestion de crises et la connaissance des pays hôtes et du système des Nations Unies. Le personnel sur le terrain serait ainsi plus efficace, ce qui contribuerait au succès de la mission. Enfin, il convient de saluer les efforts croissants des pays en développement, leurs contingents constituant l'essentiel des forces de maintien de la paix. Les États Membres ont décidé à la soixante-douzième session de l'Assemblée générale d'augmenter les indemnités en cas de décès ou d'invalidité et les taux de remboursement pour les contingents mais l'évolution des coûts et les sacrifices des pays fournisseurs de contingents méritent une grande considération.

36. Depuis les années 1990, le Cameroun met des observateurs militaires et des contingents à la disposition des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, de l'Union africaine et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. Plus de 1 400 membres de ses forces de défense et de sécurité intérieures sont actuellement déployés, notamment en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Haïti, au Mali, au Soudan. En 2008, le Cameroun a créé l'École internationale des forces de sécurité pour former les forces de sécurité de plusieurs pays africains de sorte qu'elles puissent participer à des missions de maintien

de la paix et intervenir dans les situations d'après-crise. Des centaines de personnes ont suivi des formations sur le maintien de l'ordre. Le Gouvernement camerounais remercie ses partenaires de développement et espère pouvoir compter sur un soutien encore plus important à l'avenir. Le pays s'engage à promouvoir la paix et à participer à l'action mondiale en faveur de la sécurité collective dans la mesure de ses capacités.

37. **M^{me} Gilmutdinova** (Fédération de Russie) dit que les soldats de la paix risquent leur vie en travaillant dans des conditions difficiles et parfois dangereuses. La communauté internationale doit tirer les enseignements des faits survenus en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali et dans d'autres zones sensibles où des soldats de la paix ont perdu la vie, afin d'éviter que ces tragédies ne se reproduisent. Le Fédération de Russie s'est toujours efforcée d'améliorer l'efficacité des missions de maintien de la paix et de garantir la sécurité des soldats de la paix, et salue l'action menée par le Secrétaire général à cet égard. Il est crucial de trouver des solutions politiques pour régler les conflits, dans le respect absolu de la Charte des Nations Unies et des principes fondamentaux du maintien de la paix, qui doivent guider tous les aspects des missions, notamment la protection des civils.

38. C'est aux pays hôtes qu'il incombe au premier chef d'assurer la sécurité, de protéger leurs populations contre les attentats terroristes, d'établir des processus politiques et de s'attaquer aux causes profondes des conflits. La communauté internationale, quant à elle, doit les y aider. Néanmoins, les missions de maintien de la paix ne doivent pas servir à la lutte contre le terrorisme ou l'extrémisme violent. Pour être efficaces, elles doivent reposer sur des mandats clairs, réalisables, adaptés à la situation particulière de chaque mission et tenant compte des vues des pays hôtes et des pays fournisseurs de contingents. Des stratégies de réduction des effectifs doivent aussi être envisagées, notamment pour faire le meilleur usage possible des ressources financières disponibles. Un maintien de la paix robuste n'est pas une panacée. Le seul moyen d'obtenir des résultats satisfaisants est d'améliorer le matériel mis à la disposition des soldats de la paix, l'appui technique qu'ils reçoivent et la formation professionnelle dont ils bénéficient.

39. Les États Membres jouent un rôle déterminant dans la réforme du maintien de la paix, particulièrement au sein du Comité spécial. Toute tentative de faire adopter au Conseil de sécurité des stratégies ou des initiatives qui n'ont pas encore été approuvées par le Comité spécial serait contre-productive, de même que toute tentative de créer d'autres instances à cette fin. Le

respect du consensus est le seul moyen de garantir la confiance entre toutes les parties. En ce qui concerne le renseignement dans le maintien de la paix, la communauté internationale doit utiliser des méthodes appropriées et éprouvées pour recueillir des données et veiller à ce qu'elles soient stockées et traitées en toute sécurité et ne puissent être utilisées pour des missions politiques spéciales ou des opérations humanitaires.

40. Le partenariat entre les Nations Unies et l'Union africaine est un modèle d'interaction positive avec les organisations régionales et sous-régionales. Il devrait également y avoir davantage d'interactions entre l'ONU et l'Organisation du Traité de sécurité collective.

41. Les soldats de la paix russes ont participé à diverses opérations de maintien de la paix, principalement en Afrique et au Moyen-Orient, et la Russie fournit des services de transport aérien aux missions. Depuis 2000, elle forme les composantes police des opérations de maintien de la paix dans son centre de formation agréé par l'ONU. Elle a aussi fourni des services par l'intermédiaire de son centre international de déminage.

42. **M. Amde** (Éthiopie) dit qu'il n'a jamais été aussi urgent ni crucial de renforcer les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qui demeurent l'outil principal de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Sa délégation salue les réformes de l'architecture de paix et de sécurité et la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, ainsi que les mesures prises par le Secrétaire général pour donner suite aux recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix. Il apparaît clairement que le maintien de la paix des Nations Unies est une responsabilité partagée.

43. Il faut améliorer la performance et l'efficacité des opérations de maintien de la paix. La bonne exécution des mandats incombe à toutes les parties prenantes : États Membres, Conseil de sécurité, pays hôtes, pays fournisseurs de contingents, donateurs et partenaires régionaux. Tout doit être fait pour que le personnel civil et en tenue soit doté des compétences, de la formation, des ressources et des capacités nécessaires pour l'environnement opérationnel. Des mandats mal définis, irréalistes ou irréalisables ayant conduit à une piètre exécution, la délégation éthiopienne attend avec intérêt l'achèvement du dispositif de gestion de la performance complet et intégré du Secrétariat.

44. Les défis actuels en matière de paix et de sécurité ne peuvent être relevés par les Nations Unies seules ; les partenariats stratégiques avec les organisations régionales ou sous-régionales sont cruciaux. Le

partenariat entre les Nations Unies et l'Union africaine a été marqué par une collaboration accrue au moyen d'un échange régulier d'informations, de consultations approfondies et d'une action de plus en plus coordonnée. Par ailleurs, il importe de rendre plus prévisible, plus durable et plus flexible le financement des opérations de paix dirigées par l'Union africaine, comme le souligne la résolution [2378 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité. Beaucoup a été fait pour renforcer les mandats, la gestion, le contrôle et la responsabilisation de ces opérations et pour achever les cadres de conduite, de discipline et des droits de l'homme, indispensables pour améliorer l'application du principe de responsabilité, la transparence et le respect des dispositions applicables du droit international des droits de l'homme et des normes des Nations Unies. La délégation éthiopienne espère donc que les débats sur le financement de ces opérations progresseront.

45. **M^{me} Rodríguez Silva** (République bolivarienne du Venezuela) déclare que sa délégation souscrit pleinement à la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qui permettra d'accroître l'efficacité des opérations de maintien de la paix, de préciser leur rôle et de renforcer la capacité des Nations Unies d'apporter des solutions pacifiques et de s'attaquer aux causes profondes des conflits. Les mandats de maintien de la paix doivent reposer sur des objectifs politiques réalisables et se conformer strictement aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies. Pour améliorer l'efficacité, la transparence et l'appui au personnel sur le terrain, ils doivent respecter strictement les critères établis par les États Membres et définis dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Les opérations de maintien de la paix doivent aussi être régies par les principes fondamentaux du maintien de la paix. Toute opération doit être créée après une analyse visant à déterminer si une situation la justifie, en gardant à l'esprit que l'objectif fondamental est d'apporter une solution politique au conflit.

46. De nombreux conflits auraient pu être évités si leurs causes sous-jacentes n'étaient pas liées aux intérêts géopolitiques de certains États. Alors que les pays en développement adhèrent strictement à la Charte, d'autres pays puissants aux desseins néocolonialistes ont commis des actes d'agression unilatéraux en voulant constamment contrôler les ressources naturelles. Les opérations de maintien de la paix ne doivent pas être utilisées pour porter atteinte à la souveraineté des États ou pour arbitrer des conflits. La proposition faite par certains États d'utiliser les opérations de maintien de la paix pour lutter contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée est préoccupante : les soldats

de la paix pourraient s'enliser dans des conflits et s'écarter de leur rôle politique qui consiste à faciliter les processus de paix.

47. Le Gouvernement vénézuélien souscrit à la politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles commises par des soldats de la paix, dont les auteurs doivent répondre de leurs actes. En outre, il faut accroître le nombre de femmes à des postes d'influence dans les missions de maintien de la paix. La délégation vénézuélienne réitère son appui au Comité spécial, l'organe le mieux placé pour formuler des politiques et des principes dans ce domaine, ainsi qu'à toutes les initiatives prises par les Nations Unies pour défendre, préserver et promouvoir la paix et la sécurité internationales pour tous les peuples du monde.

48. **M. Umar** (Nigéria) dit que sa délégation salue l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général et la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, à laquelle son Gouvernement a souscrit. Le Secrétariat et les États Membres ont fait d'énormes efforts ces dernières années pour réformer les opérations de maintien de la paix et la mise en œuvre de ces réformes sera essentielle au succès des opérations sur le terrain.

49. Le maintien de la paix est une entreprise collective qui exige une collaboration et un partenariat solides entre l'ONU et ses nombreux partenaires, notamment les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, les pays hôtes et les organisations régionales. Le Conseil de sécurité doit définir des mandats clairs et réalisables, et les États Membres doivent s'engager à fournir des forces suffisamment formées et équipées pour les exécuter. La délégation nigérienne considère que les conflits doivent se régler avant tout par des voies politiques et qu'il faut renforcer les institutions politiques et socioéconomiques nationales pour éviter qu'ils ne reprennent. À cet égard, elle se félicite du rapport du Secrétaire général sur le renforcement du partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine sur les questions de paix et de sécurité en Afrique, notamment sur les activités du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (S/2018/678), ainsi que des résolutions 2320 (2016) et 2378 (2017) du Conseil de sécurité, dans lesquelles celui-ci souligne la nécessité d'assurer un financement pérenne, prévisible et souple pour les opérations de paix dirigées par l'Union africaine.

50. La délégation nigérienne salue le rôle de plus en plus important que jouent les femmes dans le règlement des conflits et l'édification de communautés stables. Elles apportent des compétences essentielles au

maintien de la paix, en particulier en ce qui concerne la lutte contre les inégalités entre les sexes. Le Nigéria a donc pris des mesures pour augmenter le nombre d'expertes des Nations Unies dans les missions. La délégation nigérienne condamne fermement l'exploitation et les atteintes sexuelles commises dans les opérations de paix et continuera de contribuer à mettre fin à cette pratique abominable, sous toutes ses formes. Le Président a rejoint le cercle de dirigeantes et de dirigeants unis dans la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les opérations des Nations Unies et l'action menée pour y faire face, formé par le Secrétaire général en 2017, et le Nigéria a contribué au fonds d'affectation spéciale en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles. La communauté internationale doit également continuer d'amener les auteurs de ces actes à en répondre. La délégation nigérienne reste déterminée à débattre de mesures de prévention et d'intervention à l'appui de la stratégie du Secrétaire général sur la question.

51. Les soldats de la paix continuent d'être l'objet d'agressions de plus en plus fréquentes et féroces de la part de groupes armés. Ces attaques nuisent à leur capacité de protéger les autres, en particulier les plus vulnérables, et menacent les processus de paix souvent fragiles qu'ils appuient. La délégation nigérienne prie instamment le Secrétariat de prendre les mesures voulues pour renforcer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et demande que les recommandations contenues dans le rapport sur l'amélioration de la sécurité du personnel de maintien de la paix des Nations Unies continuent d'être appliquées. Présentant les condoléances les plus sincères de sa délégation aux familles, amis et gouvernements, M. Umar rend hommage aux soldats de la paix qui ont fait le sacrifice ultime et salue le courage de ceux qui continuent de se mettre en danger pour servir la cause mondiale de la paix.

52. **M. Mavros** (Chypre) dit que sa délégation appuie sans équivoque l'examen des opérations de maintien de la paix visant à les rendre plus efficaces et faire en sorte qu'elles puissent relever les défis contemporains. Il appuie également la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et la manière dont le Secrétaire général envisage la réforme du pilier Paix et sécurité afin d'améliorer la capacité des opérations de maintien de la paix de s'acquitter de leurs mandats, en insistant davantage sur les résultats.

53. Pays hôte de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) depuis 1964, Chypre est profondément redevable à l'ONU et à tous les États Membres pour leur appui inestimable. La

Force est un modèle de réussite pour les opérations de maintien de la paix et a été pionnière de la mise en œuvre de nouvelles mesures, ayant nommé la première commandante de la force en 2014.

54. Compte tenu de la taille du budget des opérations de maintien de la paix, la communauté internationale doit examiner les opérations, rationaliser les coûts, instaurer une culture de la performance et veiller à ce que tous les fonds et toutes les ressources soient utilisés avec prudence. Toutefois, il faut toujours tenir compte des particularités de chaque conflit et de chaque opération. Les résultats ne peuvent être compromis par une réduction indue des effectifs ou un retrait anticipé si la situation sur le terrain ne le permet pas. La Force est déjà une opération de maintien de la paix allégée qui a du mal à s'acquitter de ses fonctions. Compte tenu de la situation actuelle à Chypre, qui n'a pas évolué depuis 1974, il est crucial de maintenir la présence de la Force dans sa configuration actuelle jusqu'à ce qu'un règlement voie le jour. La délégation chypriote se félicite de la décision du Secrétaire général de charger Jane Holl Lute de poursuivre les discussions, ainsi que de l'appui unanime du Conseil de sécurité aux travaux en cours. Le Gouvernement continuera de contribuer de manière constructive aux efforts visant à relancer le processus de négociation et à parvenir à une solution durable.

55. **M. González Vivas** (Uruguay) dit que la communauté internationale doit poursuivre l'action collective qu'elle mène pour adapter les opérations de maintien de la paix aux conditions complexes des conflits actuels. Les organes des Nations Unies s'occupant des opérations de maintien de la paix, notamment la Quatrième Commission, le Comité spécial, la Cinquième Commission et le Conseil de sécurité, doivent traduire en mesures concrètes l'élan politique suscité par la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. L'Uruguay collabore avec d'autres États à l'élaboration d'un mécanisme de suivi et d'évaluation permettant aux parties prenantes de rendre compte des progrès accomplis et des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de chaque objectif.

56. Les États Membres doivent aider le Secrétaire général et le Secrétariat à mettre en œuvre les réformes de l'Organisation, en particulier celles du pilier Paix et sécurité et de la structure de gestion, de sorte que les changements aient lieu de la meilleure manière possible. Ils doivent également honorer leurs engagements en matière de maintien de la paix en dotant les missions de ressources suffisantes. Il importe de maintenir un dialogue constructif et de bonne foi lors de l'examen du

budget des opérations de maintien de la paix et des quotes-parts des États Membres.

57. La coopération entre les différents acteurs doit être améliorée, notamment en favorisant différentes formes de coopération triangulaire entre les États Membres et le Secrétariat. À cet égard, la délégation uruguayenne attend avec intérêt la prochaine réunion des ministres de la défense prévue en 2019. À ce propos, l'Uruguay organisera avec le Royaume-Uni une réunion préparatoire sur la formation et le renforcement des capacités en décembre 2018 à Montevideo, à laquelle tous les États Membres sont invités. Enfin, M. González Vivas rend hommage aux hommes et aux femmes de tous les pays qui ont servi et continuent de servir dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et souligne l'énorme gratitude due aux soldats de la paix qui ont perdu la vie au service des Nations Unies.

58. **M. Ghorbanpour** (République islamique d'Iran) dit que même si les opérations de maintien de la paix sont un moyen puissant de promouvoir et de maintenir la paix et la sécurité internationales, tout déploiement de troupes ou prorogation de mandat doit se faire dans le respect rigoureux des objectifs et principes de la Charte des Nations Unies, des principes fondamentaux du maintien de la paix, des principes de l'égalité souveraine, de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale de tous les États ainsi que du principe de non-intervention dans les affaires intérieures d'autres États. Le Comité spécial est la seule instance intergouvernementale chargée de réétudier entièrement la question des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Il permet à tous les États Membres de participer aux processus d'élaboration de politiques et de prise de décision dans tous les domaines, concernant tous les aspects et à toutes les phases des opérations de maintien de la paix. La délégation iranienne prend acte de l'initiative « Action pour le maintien de la paix », par laquelle le Secrétaire général demande aux États Membres de s'engager ensemble à renforcer leur participation au maintien de la paix.

59. La protection des civils incombe principalement aux pays hôtes, qui doivent recevoir l'appui nécessaire. Elle ne peut servir de prétexte à une intervention militaire des Nations Unies ou de forces étrangères. En outre, les technologies modernes et le renseignement devraient servir à renforcer la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies, notamment des soldats de la paix. Les aspects juridiques de cette utilisation devraient être définis par des mécanismes intergouvernementaux appropriés.

60. Le personnel des Nations Unies, notamment les soldats de la paix, doit respecter les normes de conduite

et de discipline les plus strictes. La politique de tolérance zéro à l'égard des inconduites, particulièrement en matière d'exploitation et d'atteintes sexuelles, doit être intégralement appliquée. En outre, la participation d'organisations régionales aux opérations de maintien de la paix au titre du Chapitre VIII de la Charte ne doit en aucun cas libérer les Nations Unies de leur responsabilité première, le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

61. L'état de droit joue un rôle primordial dans la construction d'une paix et d'une justice durables et dans le rétablissement de l'autorité étatique dans les pays en conflit ou sortant d'un conflit. La diversité culturelle, la prise en main du programme par le pays et la situation des pays hôtes doivent être prises en compte lors de l'octroi de l'aide visant à rétablir l'état de droit. Les pays fournisseurs de contingents doivent participer activement à l'élaboration de politiques et aux prises de décisions à chaque étape des opérations de maintien de la paix, notamment en coopérant efficacement avec le Secrétariat et le Conseil de sécurité. En outre, il convient de respecter pleinement le principe de répartition géographique équitable en recrutant le personnel au Siège et sur le terrain à tous les niveaux. Le gouvernement iranien est prêt à contribuer davantage aux opérations de maintien de la paix en fournissant des contingents, des observateurs militaires, du personnel de police et des civils.

62. **M^{me} Thinn** (Myanmar) dit que le maintien de la paix est la tâche la plus cruciale des Nations Unies et que le Myanmar continuera de soutenir les efforts visant à améliorer les opérations de maintien de la paix, notamment la promotion de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des jeunes. La communauté internationale doit collaborer étroitement face aux défis toujours plus complexes de la sécurité mondiale et défendre les principes fondamentaux du maintien de la paix pour maintenir la confiance et la crédibilité.

63. Pays fournisseur de contingents, le Myanmar soutient tout effort visant à renforcer les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, notamment l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général. Il a souscrit à la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et le Ministre de la coopération internationale a participé à la réunion de haut niveau sur l'action pour le maintien de la paix, tenue en septembre 2018 à l'initiative du Secrétaire général.

64. Compte-tenu de leur complexité croissante, les mandats de maintien de la paix doivent se fonder sur une

évaluation opportune et des renseignements solides. Les contingents devraient être dotés des capacités et ressources nécessaires pour accomplir leur mandat et garantir leurs propres sûreté et sécurité. La coordination et l'échange d'informations en temps voulu entre les parties prenantes contribueraient grandement à la prévention et au règlement de conflits à venir. Les stratégies de protection des civils que suivent les missions doivent faire l'objet d'une évaluation régulière. En outre, les gouvernements des pays hôtes, les collectivités et populations locales et les organisations pertinentes, notamment les organisations communautaires et les groupes de femmes et de jeunes, doivent entretenir des rapports étroits. Il importe également de faire connaître et comprendre les mandats de protection de civils, d'évaluer les menaces qui pèsent sur les civils et de contribuer à créer un climat de confiance et des environnements sûrs. La délégation du Myanmar salue la publication en 2018 du guide à l'intention du personnel militaire sur les mesures visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels et soutient le politique de tolérance zéro du Secrétaire général.

65. Le gouvernement du Myanmar a placé la paix et le rapprochement national au cœur de ses mesures de restauration de l'État et a fait d'importants progrès. Lors de la troisième session de la Conférence de Panglong du XXI^e siècle, tenue en juillet 2018, 14 principes fondamentaux de plus ont été adoptés et ajoutés à l'Accord de l'Union. En octobre 2018, pour marquer le troisième anniversaire de l'Accord de cessez-le-feu national, le Gouvernement et les dirigeants de groupes ethniques armés ont tenu une réunion spéciale à Nay Pyi Taw. Du personnel militaire fourni par le Myanmar sert actuellement à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et le Myanmar a rejoint le Comité Spécial en 2015. Le Gouvernement du Myanmar reconnaît l'importance du soutien logistique et financier pour les opérations de maintien de la paix et remplit ses obligations en payant sa contribution intégralement et à temps.

66. **M. Ayanah** (Ghana) dit que la délégation ghanéenne appuie pleinement la réforme de l'Architecture de paix et de sécurité menée par le Secrétaire général, particulièrement l'importance donnée à la prévention des conflits et à la paix et au développement durables. Le maintien de la paix international doit évoluer pour mieux faire face aux changements considérables de la nature et de l'ampleur des conflits armés. Les conflits intra-étatiques, aggravés par la criminalité organisée, le terrorisme et la violence fondée sur le genre, restent une source de préoccupation majeure.

67. Les agressions délibérées contre les soldats de la paix font que le nombre de victimes n'a jamais été aussi élevé dans l'histoire des opérations de maintien de la paix. La délégation ghanéenne rend hommage à ceux qui ont payé de leur vie l'exercice de leurs fonctions et loue les sacrifices que font tous les soldats de la paix. Elle soutient la démarche du Secrétaire général tendant à réformer les outils et mécanismes du maintien de la paix ainsi que les règles d'engagement, afin de faire face aux menaces actuelles. Les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police devraient bénéficier d'une assistance technique visant à renforcer les capacités des soldats de la paix, et un financement adéquat et prévisible permettrait aux missions de mieux faire face à l'évolution des situations sur le terrain.

68. Une paix durable nécessite l'engagement de tous les acteurs du maintien de la paix. Il doit y avoir un dialogue régulier entre le Secrétariat, les pays qui fournissent des contingents et du personnel de police, les pays hôtes, les partenaires et les autres parties intéressées. Il faut espérer que l'ordre du jour issu de la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies guidera les actions menées par toutes les parties intéressées pour atteindre l'excellence en la matière.

69. Le Ghana a été parmi les premiers pays fournisseurs de contingents, fournissant environ 100 000 agents en tenue et civils exerçant diverses fonctions à plus de 35 missions dans le monde depuis les années soixante. La délégation ghanéenne sait le rôle indispensable que les femmes jouent dans le maintien de la paix et appuie les efforts du Secrétariat visant à augmenter leur participation dans des domaines tels que la prévention et le règlement de conflits, la médiation et l'atténuation. Depuis 1985, le Ghana déploie de plus en plus de femmes dans des unités militaires et des unités de police constituées, et s'emploie à améliorer la parité des sexes et l'intégration. Le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix, au Ghana, continue de renforcer les capacités du personnel en tenue et du personnel civil de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en proposant de courtes formations sur la gestion des conflits, le règlement des conflits et les techniques de maintien de la paix. Depuis 2017, 56 membres des forces armées ghanéennes ont été formés au matériel lourd de chantier, à la formation de formateurs et à la gestion de projets de génie dans le cadre d'une initiative de coopération triangulaire avec les Nations Unies et le Japon. Le Ghana continue de bénéficier d'un programme bilatéral d'aide à la formation aux techniques de maintien de la paix mené avec les États-Unis d'Amérique.

70. La complexité des menaces contre la sécurité mondiale et l'augmentation du nombre de conflits intra-étatiques ont donné lieu à une démarche régionale de gestion de la sécurité. Il faut des partenariats solides entre les Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales, qui fournissent un cadre dans lequel les acteurs peuvent faire face au conflit. Pour être efficace, le maintien de la paix sur le continent africain nécessite des ressources supplémentaires aux fins du renforcement des capacités, un équipement de pointe et un financement prévisible et durable des opérations.

71. **M^{me} Plakalovic** (Serbie) dit que la communauté internationale doit renforcer le multilatéralisme et le rôle des Nations Unies pour répondre aux exigences actuelles en matière de maintien de la paix. Depuis 2002, la Serbie fournit des efforts considérables pour accroître son engagement dans le maintien de la paix. En 2015, l'ONU a certifié le Cours de formation des officiers d'état-major des Nations Unies proposé par le Centre des opérations de maintien de la paix à Belgrade. En 2017, d'autres cours de formation des observateurs militaires et sur la protection des civils ont été certifiés. Actuellement, 278 membres des forces armées serbes sont en poste dans cinq missions des Nations Unies et quatre missions de l'Union européenne. La Serbie est le premier fournisseur de contingents d'Europe du Sud-Est et le onzième du continent. C'est principalement par son personnel médical militaire qu'elle est représentée dans les opérations internationales, étant donné son expertise et ses capacités dans ce domaine. Elle a conclu un mémorandum d'accord avec les Nations Unies afin de contribuer au Système de préparation des moyens de maintien de la paix et se tient prête à déployer au pied levé une équipe d'évacuation sanitaire aérienne, des officiers d'état-major et des observateurs militaires. En outre, elle est fermement attachée à l'application de la résolution du Conseil de sécurité [1325 \(2000\)](#) et a augmenté la participation des femmes à la coopération et aux opérations internationales. En conséquence, les femmes représentent maintenant plus de 11 % des soldats et officiers serbes actuellement déployés.

72. La Serbie accueille la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), qui joue un rôle central dans la promotion de la paix, de la sécurité et du respect des droits de l'homme des communautés locales au Kosovo-Metohija. La MINUK reste le seul cadre acceptable où la communauté internationale peut collaborer pour améliorer la vie des gens ordinaires. Compte tenu de la complexité de la situation politique et des conditions de sécurité dans la province, ainsi que de la confiance que la mission a acquise auprès de la population locale, elle devrait continuer de participer à l'application de la résolution

1244 (1999) du Conseil de sécurité. Néanmoins, il lui faudra les ressources humaines et financières nécessaires pour faire face aux difficultés actuelles et futures.

73. Le Comité spécial, qui joue un rôle primordial en traçant la voie à suivre pour la politique de maintien de la paix des Nations Unies, continuera, espérons-le, à fournir des orientations stratégiques sur les opérations de maintien de la paix, fondées sur un consensus et dans le temps imparti pour ses activités annuelles. L'oratrice rend hommage à tous les soldats de la paix des Nations Unies qui risquent leur vie chaque jour pour la paix et la sécurité, et surtout à ceux qui ont fait le sacrifice suprême pour ces nobles idéaux.

74. **M. Narro** (Sénégal) dit que sa délégation apprécie l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général. L'amélioration de l'efficacité des missions de maintien de la paix nécessite la mobilisation de tous les acteurs : Secrétariat, Conseil de sécurité, pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, pays donateurs, pays hôtes et États voisins. Le Sénégal a approuvé la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qui ravivera les efforts faits pour améliorer l'inclusivité et la performance des missions en privilégiant la prévention des conflits, la médiation et les systèmes régionaux et internationaux d'alerte rapide. Le Gouvernement du Sénégal réitère son engagement de contribuer au succès des opérations en déployant des hommes et des femmes bien entraînés, bien équipés et observant les normes de conduite les plus élevées.

75. Le centre de formation national, érigé aux normes des Nations Unies, fournit des contingents ayant reçu l'instruction et l'entraînement préalables au déploiement fondés sur l'expérience et adaptés à l'environnement. Il sensibilise également à la question de l'exploitation et des atteintes sexuelles. À ce sujet, le Président est membre du cercle de dirigeantes et de dirigeants unis dans la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les opérations des Nations Unies et l'action menée pour y faire face et soutient entièrement la politique de tolérance zéro. Par ailleurs, le Sénégal est en faveur d'un rôle accru des femmes dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits et a mis en œuvre une politique nationale pour intégrer les femmes aux forces de défense et de sécurité. Les missions doivent également être dotées d'une stratégie politique solide insistant sur la prévention et sur la consolidation de la paix tout au long de leur durée. Outre les aspects militaires et opérationnels des opérations de maintien de la paix, les efforts faits pour assurer le

succès des processus politiques devraient aussi être pris en compte lors de l'évaluation des résultats.

76. Aux niveaux régional et sous-régional, le Sénégal continuera de collaborer avec d'autres acteurs, notamment les Nations Unies, l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, afin de prioriser la prévention et la médiation dans la recherche d'une paix durable. À cet égard, le Gouvernement sénégalais accueillera le cinquième Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique en novembre 2018. Les Nations Unies devraient poursuivre leur collaboration avec l'Union africaine, qui joue un rôle primordial dans la recherche de solutions aux conflits en Afrique, et se concentrer sur la question du financement prévisible et durable des opérations de soutien à la paix de l'Union africaine, conformément à la résolution du Conseil de Sécurité 2320 (2016). Compte tenu de la participation croissante des pays francophones aux opérations de maintien de la paix, il est indispensable de promouvoir le multilinguisme. Enfin, la délégation sénégalaise condamne fermement toute attaque à l'encontre du personnel des Nations Unies et rend hommage aux hommes et aux femmes tombés au service de l'Organisation.

77. **M. Luzende** (Zambie) dit que la Zambie, en tant que Présidente de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la Communauté de développement de l'Afrique australe et membre du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, réitère son engagement de maintenir la paix et la sécurité aux niveaux régional, continental et international en renforçant sa participation aux initiatives de maintien de la paix. Elle continue de jouer un rôle actif dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et a déployé plus de 1 000 soldats et policiers, dont de nombreuses femmes, dans quatre missions. Le déploiement le plus récent a eu lieu en septembre 2018 en République centrafricaine.

78. Les Nations Unies continuent de faire face à diverses difficultés modernes, tels que l'ampleur et la complexité des besoins et un environnement opérationnel de plus en plus ardu. La délégation zambienne réitère son engagement d'appuyer les efforts des Nations Unies visant à améliorer l'efficacité et le fonctionnement des missions de maintien de la paix, l'usage des technologies modernes, la protection des soldats de la paix sur le terrain et la participation des femmes à toutes les phases du maintien et de la consolidation de la paix. Le Comité spécial doit être félicité pour le rôle central qu'il joue en traçant la voie à suivre pour la politique de maintien de la paix des Nations Unies et continuera, espérons-le, de fournir des

orientations stratégiques sur les opérations de maintien de la paix, fondées sur un consensus et dans le temps imparti pour ses activités annuelles. En outre, la communauté internationale devrait redoubler d'efforts pour mettre fin aux actes d'exploitation sexuelle perpétrés par les soldats de la paix des Nations Unies.

79. La Zambie s'engage à remplir au mieux son rôle actuel de chef de file au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Elle cherche à renforcer le rôle des organisations régionales dans les missions de maintien de la paix et à accroître la collaboration entre organisations mondiales et régionales. Enfin, la délégation de la Zambie rend hommage à tous les soldats de la paix des Nations Unies qui risquent chaque jour leur vie pour les nobles causes du maintien de la paix et de la sécurité.

80. **M. Hussar** (Roumanie) dit que la Roumanie a fourni des soldats, des policiers et des agents de protection rapprochée à 25 missions des Nations Unies depuis 1991. La communauté internationale doit dépasser le stade des débats et procéder à des réformes du maintien de la paix afin que les opérations puissent s'adapter aux difficultés de notre temps et y faire face de manière rapide et efficace. L'action doit se concentrer sur la mobilisation d'un appui accru en faveur de normes élevées, l'application accrue du principe de responsabilité et le déploiement de forces bien équipées et bien entraînées. En dépit des efforts déployés par les États Membres pour fournir du personnel, du matériel et un appui financier, les opérations de maintien de la paix se heurtent encore à des difficultés qui compromettent leur capacité de s'acquitter de leurs mandats. Elles doivent être plus efficaces sur le terrain ; privilégier davantage la politique et la diplomatie ; encourager la cohésion entre toutes les parties prenantes ; renforcer la performance et la responsabilité ; améliorer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et appliquer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. À cet égard, la Roumanie soutient entièrement l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général, et a souscrit à la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

81. Le Gouvernement roumain appuie fermement la stratégie du Secrétaire général visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles commises par le personnel des Nations Unies et à y mettre fin, ainsi que la politique de tolérance zéro. Le Président roumain est membre du cercle de dirigeantes et de dirigeants unis dans la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les opérations des Nations Unies et l'action menée pour y faire face, et la Roumanie a signé le pacte facultatif sur la prévention de l'exploitation et

des atteintes sexuelles et sur les mesures à prendre pour y faire face. Les politiques doivent être appliquées de manière cohérente et coordonnée pour prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles dans l'ensemble du système des Nations Unies. Les auteurs de ces actes doivent être tenus d'y répondre. La délégation roumaine continue de soutenir les activités de la Coordonnatrice spéciale chargée d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles.

82. La participation des femmes aux processus de maintien et de consolidation de la paix est essentielle et influe directement sur l'instauration d'une paix durable car les femmes contribuent grandement à la reconstruction des sociétés touchées par des conflits armés. Les femmes affectées au maintien de la paix ont montré qu'elles pouvaient réaliser les mêmes tâches que leurs collègues masculins dans les mêmes conditions difficiles, et qu'elles amélioraient l'efficacité des opérations en nouant des liens avec les femmes des populations locales. En outre, leur présence dans les zones sensibles pourrait y encourager les femmes à participer à la prise de décisions à tous les niveaux.

83. **M. Charters** (observateur du Saint-Siège) dit que la prévention des conflits et la médiation doivent être mis au premier plan des opérations de paix. Tous les secteurs de la société doivent concourir aux processus de consolidation de la paix car de vastes consultations et des mécanismes participatifs renforcent la légitimité de l'État et favorisent la confiance des citoyens. Des partenariats ouverts à tous niveaux font que la prévention des conflits, le maintien de la paix et la consolidation de la paix deviennent l'affaire de tous, ce qui contribue à instaurer durablement la paix et la stabilité. On ne saurait trop insister sur la pleine participation des femmes à la paix et à la sécurité et sur leurs contributions aux missions de maintien de la paix des Nations Unies. Elles sont des acteurs de changement sur le terrain, ont une aptitude particulière à pardonner et font le premier pas dans les processus de guérison et de réconciliation. Par ailleurs, il importe de s'attaquer aux causes profondes des conflits d'une manière constructive et objective. Le développement, la sécurité et les droits de l'homme sont étroitement liés. Les injustices étant causes de violence, le développement durable pour tous n'est pas seulement une fin en soi mais également la meilleure défense contre les conflits violents.

84. L'utilisation du déplacement forcé comme tactique militaire par des États et des acteurs non-étatiques est préoccupante, parce qu'elle a des conséquences particulièrement désastreuses pour les minorités, notamment les minorités religieuses. Les

valeurs exprimées dans la Charte des Nations Unies, en particulier le respect des droits fondamentaux de la personne humaine, de sa dignité et de sa valeur, doivent guider l'action de la communauté internationale face à la détresse des millions de réfugiés et de personnes déplacées de force. En diverses occasions, le pape François a demandé à tous de les accueillir, de les protéger, de les aider et de les intégrer dans un esprit de compassion et de solidarité.

85. La délégation du Saint-Siège rend hommage aux missions de maintien de la paix des Nations Unies et aux soldats de la paix qui, à de nombreuses reprises, ont fait l'ultime sacrifice pour la paix. Le Saint-Siège réitère son engagement de collaborer à la prévention et à la résolution de conflits, à la stabilisation après conflit et à la consolidation de la paix.

La séance est levée à 12 h 40.